



Bruxelles, le 17 septembre 2014  
(OR. en)

12335/14

**COPEN 203**  
**EUROJUST 140**  
**EJN 75**

**NOTE**

---

Origine:	M. Orsat Miljenić, ministre de la justice de la République de Croatie
en date du:	1 <sup>er</sup> juillet 2014
Destinataire:	M. Rafael Fernández-Pita y González, directeur général, Conseil de l'Union européenne

---

Objet:	Notifications relatives aux décisions-cadres
--------	--

---

1. Décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres
2. Décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve
3. Décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires
4. Décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation

5. Décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne
6. Décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution
7. Décision-cadre 2008/978/JAI du Conseil du 18 décembre 2008 relative au mandat européen d'obtention de preuves visant à recueillir des objets, des documents et des données en vue de leur utilisation dans le cadre de procédures pénales
8. Décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire

Veuillez trouver ci-joint les informations requises en application des décisions-cadres précitées.

(Formule de politesse)

(s.) Orsat Miljenić

---

**DÉCLARATIONS ET NOTIFICATIONS**

1. En application de l'article 34 de la **décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (JO L 190 du 18.7.2002)**, la République de Croatie déclare ce qui suit en ce qui concerne l'article 6, paragraphe 3, l'article 8, paragraphe 2, l'article 25, paragraphe 2, et l'article 32 de ladite décision-cadre:

**Déclaration concernant l'article 6, paragraphe 3**

- a) L'autorité judiciaire compétente pour recevoir un mandat d'arrêt européen est le parquet du comitat (županija) du lieu où se trouve la personne visée par le mandat ou du lieu où cette personne réside à titre permanent ou temporaire. Lorsque le lieu où se trouve la personne recherchée n'est pas connu, c'est le parquet du comitat de Zagreb qui est compétent pour recevoir le mandat d'arrêt européen.
- b) Les autorités judiciaires compétentes pour exécuter un mandat d'arrêt européen délivré par une autorité judiciaire compétente d'un autre État membre sont les tribunaux de comitat compétents en vertu du droit interne.
- c) Les mandats d'arrêt européens sont délivrés par les autorités judiciaires nationales compétentes en vertu du droit interne, à savoir:
  - dans le cadre de la procédure précédant l'inculpation, le parquet compétent;
  - après la confirmation de l'inculpation et dans les procédures relatives à l'exécution d'une peine privative de liberté, la juridiction compétente.

L'annexe II contient la liste des tribunaux et parquets de comitat, ainsi que leurs coordonnées.

**Déclaration concernant l'article 8, paragraphe 2**

Une autorité judiciaire compétente exécutera une décision d'une autorité judiciaire étrangère si ladite décision et les documents justificatifs sont traduits en croate. Dans les cas urgents, une traduction en anglais sera acceptée, sous réserve de réciprocité.

### Déclaration concernant l'article 25, paragraphe 2

Les décisions relatives aux demandes de transit d'une personne recherchée d'un État membre vers un autre via le territoire de la République de Croatie sont prises par le ministre chargé des affaires judiciaires.

2. En application de l'article 14, paragraphe 2, de la **décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve (JO L 196 du 2.8.2003)**, la République de Croatie déclare ce qui suit en ce qui concerne la langue de travail visée à l'article 9, paragraphe 3, de ladite décision-cadre:

### Déclaration concernant l'article 9, paragraphe 3

Une autorité judiciaire compétente exécutera une décision d'une autorité judiciaire étrangère si ladite décision et les documents justificatifs sont traduits en croate. Dans les cas urgents, une traduction en anglais sera acceptée, sous réserve de réciprocité.

3. En application de l'article 20, paragraphe 5, de la **décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires (JO L 76 du 22.3.2005)**, la République de Croatie déclare ce qui suit en ce qui concerne l'article 2 et l'article 16, paragraphe 1, de ladite décision-cadre:

### Déclaration relative à l'article 2

- a) La République de Croatie déclare que l'autorité compétente pour recevoir une décision infligeant une sanction pécuniaire rendue par une autorité judiciaire étrangère est, en ce qui concerne les personnes physiques, le tribunal de comitat du lieu où la personne visée réside à titre permanent ou temporaire ou, en ce qui concerne les personnes morales, le tribunal de comitat du lieu où la personne morale visée a son siège social. Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le tribunal de comitat compétent, c'est le tribunal du comitat de Zagreb qui est compétent pour recevoir la décision.
- b) Les autorités judiciaires compétentes pour reconnaître et exécuter les décisions infligeant une sanction pécuniaire rendue par une autorité compétente d'un autre État membre sont les tribunaux de comitat, qui exécuteront, en conformité avec le droit interne et selon les mêmes modalités que si elles avaient été rendues par une juridiction nationale, les décisions reçues infligeant une sanction pécuniaire.
- c) Les décisions infligeant une sanction pécuniaire sont rendues par les juridictions compétentes en vertu du droit interne et en conformité avec ce droit.

L'annexe II contient la liste des tribunaux de comitat ainsi que leurs coordonnées.

#### Déclaration concernant l'article 16, paragraphe 1

Une autorité judiciaire compétente exécutera une décision d'une autorité judiciaire étrangère si ladite décision et les documents justificatifs sont traduits en croate. Dans les cas urgents, une traduction en anglais sera acceptée, sous réserve de réciprocité.

4. En application de l'article 22, paragraphe 2, de la **décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation (JO L 328 du 24.11.2006)**, la République de Croatie fournit au sujet des autorités compétentes et de la langue de travail les informations suivantes, conformément aux obligations énoncées à l'article 3 et à l'article 19, paragraphe 2:

#### Déclaration relative à l'article 3

- a) L'autorité judiciaire désignée pour recevoir une décision de confiscation de biens ou d'objets est le parquet de comitat du lieu où se trouvent lesdits biens ou objets ou, en ce qui concerne les personnes physiques, du lieu où la personne visée réside à titre permanent ou temporaire ou, en ce qui concerne les personnes morales, du lieu où la personne morale visée a son siège social.
- b) Les autorités compétentes pour reconnaître les décisions de confiscation de biens ou d'objets rendues par les autorités judiciaires compétentes des autres États membres sont les tribunaux de comitat, en conformité avec le droit interne.
- c) Les autorités compétentes pour exécuter les décisions de confiscation de biens ou d'objets reconnues rendues par les autorités compétentes des autres États membres sont les autorités judiciaires compétentes en vertu du droit interne.
- d) Les décisions de confiscation de biens ou d'objets sont rendues par les juridictions compétentes en vertu du droit interne et en conformité avec ce droit.

L'annexe II contient la liste des tribunaux et des parquets de comitat, ainsi que leurs coordonnées.

#### Déclaration concernant l'article 7, paragraphe 5

La République de Croatie déclare qu'elle ne reconnaîtra ni n'exécutera les décisions de confiscation lorsque la confiscation des biens a été décidée en vertu des pouvoirs de confiscation élargis.

#### Déclaration concernant l'article 19, paragraphe 2

Une autorité judiciaire compétente exécutera une décision d'une autorité judiciaire étrangère si ladite décision et les documents justificatifs sont traduits en croate. Dans les cas urgents, une traduction en anglais sera acceptée, sous réserve de réciprocité.

5. En application de l'article 29, paragraphe 2, de la **décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne (JO L 81 du 27.11.2008)**, et conformément aux obligations énoncées à l'article 2, paragraphe 1, à l'article 7, paragraphe 4, et à l'article 23, la République de Croatie déclare ce qui suit:

#### Déclaration concernant l'article 2, paragraphe 1

- a) L'autorité compétente pour recevoir, reconnaître et exécuter les jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté est le tribunal de comitat compétent pour le lieu où la personne visée réside à titre permanent ou temporaire ou, subsidiairement, pour le lieu où la famille de la personne reconnue coupable réside à titre permanent ou temporaire.
- b) Les jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté sont rendues par les juridictions compétentes en vertu du droit interne et en conformité avec ce droit.

Il y a en République de Croatie quinze tribunaux de comitat. Leurs coordonnées figurent à l'annexe II.

#### Déclaration concernant l'article 7, paragraphe 4

En application de l'article 7, paragraphe 4, de la décision-cadre, la République de Croatie déclare qu'une juridiction compétente reconnaîtra les jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté pour des actes présentant les caractéristiques essentielles d'une infraction pénale en vertu du droit interne, quelle que soit la qualification juridique de l'acte considéré dans le jugement reçu.

#### Déclaration concernant l'article 23, paragraphe 1

Une autorité judiciaire compétente exécutera une décision d'une autorité judiciaire étrangère si ladite décision et les documents justificatifs sont traduits en croate. Dans les cas urgents, une traduction en anglais sera acceptée, sous réserve de réciprocité.

6. En application de l'article 25 de la **décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution (JO L 337 du 27.11.2008)**, la République de Croatie déclare ce qui suit en ce qui concerne l'article 3, paragraphe 1, l'article 4, paragraphe 2, l'article 5, paragraphe 4, l'article 10, paragraphe 4, l'article 14, paragraphe 6, et l'article 21:

Déclaration concernant l'article 3, paragraphe 1

- a) L'autorité judiciaire compétente pour recevoir, reconnaître et exécuter les jugements et les décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution est le tribunal de comitat du lieu où la personne visée réside à titre permanent ou temporaire ou, subsidiairement, du lieu où la famille de la personne reconnue coupable réside à titre permanent ou temporaire.
- b) Les jugements et les décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution sont rendues par les juridictions compétentes en vertu du droit interne et en conformité avec ce droit.

L'annexe II contient la liste des tribunaux de comitat, ainsi que leurs coordonnées.

Déclaration concernant l'article 4, paragraphe 2

Conformément à l'article 4, paragraphe 2, de la décision-cadre, la République de Croatie fait savoir que les autorités nationales compétentes exécuteront une mesure de probation et une peine de substitution étrangère reconnue à l'encontre d'une personne reconnue coupable uniquement dans la mesure où ce type de mesure ou de peine est prévu par la législation pénale de la République de Croatie. Il est à noter, en ce qui concerne les obligations incombant à une personne reconnue coupable placée sous surveillance, que le législateur a défini une liste ouverte de mesures, qui comportent, outre les mesures figurant à l'article 4, paragraphe 1, les suivantes:

- une juridiction peut imposer à la personne reconnue coupable de verser une somme déterminée au bénéfice d'une institution publique, d'une organisation humanitaire ou de bienfaisance ou d'un fonds d'indemnisation des victimes d'infractions pénales, lorsque cette sanction est opportune au regard de la nature de l'infraction commise et de l'identité de la personne reconnue coupable;
- une aliénation sous surveillance des revenus en fonction des besoins des personnes à charge de la personne reconnue coupable en vertu de la loi, sur la base d'un avis de l'autorité compétente en matière de probation;
- le respect des obligations alimentaires.

#### Déclaration concernant l'article 5, paragraphe 4

Conformément à l'article 5, paragraphe 4, de la décision-cadre, la République de Croatie fait savoir que, dans les cas où, en sus du consentement de la personne reconnue coupable, l'autorisation du ministère chargé des affaires judiciaires est requise aux fins de la transmission d'un jugement imposant des mesures de probation et des peines de substitution à la République de Croatie à des fins de reconnaissance, le ministère s'attachera en particulier, au moment d'accorder l'autorisation requise, à faciliter la réinsertion sociale de la personne reconnue coupable.

#### Déclaration concernant l'article 14, paragraphe 6

En rapport avec l'article 14, paragraphe 6, de la décision-cadre, la République de Croatie fait savoir qu'une juridiction compétente ne rendra aucune décision ultérieure concernant la révocation du sursis à l'exécution du jugement ou la révocation de la décision de libération conditionnelle, ni concernant le prononcé ultérieur d'une peine ou d'une mesure privative de liberté en cas de révocation d'une peine de substitution ou de condamnation avec sursis dans les cas suivants:

1. la révocation d'une peine de substitution prononcée par un jugement qui n'impose et ne définit pas la peine ou la mesure privative de liberté qui devrait être exécutée si la personne reconnue coupable, pour des raisons qui lui sont imputables, ne se soumet pas aux obligations concernées ou de quelque autre manière empêche leur exécution;
2. le prononcé ultérieur d'une peine privative de liberté à l'encontre d'une personne reconnue coupable qui fait l'objet d'un jugement prononçant une peine assortie du sursis avec mise à l'épreuve;
3. l'exécution d'un jugement se rapportant à des actes ne constituant pas des infractions pénales en vertu du droit interne, quels qu'en soient les éléments constitutifs ou quelle qu'en soit la qualification juridique.

#### Déclaration relative à l'article 21

Une autorité judiciaire compétente exécutera une décision d'une autorité judiciaire étrangère si ladite décision et les documents justificatifs sont traduits en croate. Dans les cas urgents, une traduction en anglais sera acceptée, sous réserve de réciprocité.



7. En ce qui concerne la **décision-cadre 2008/978/JAI du Conseil du 18 décembre 2008 relative au mandat européen d'obtention de preuves visant à recueillir des objets, des documents et des données en vue de leur utilisation dans le cadre de procédures pénales (JO 350 du 30.12.2008)**, et compte tenu des obligations énoncées à l'article 3, à l'article 6, paragraphe 2, à l'article 11, paragraphe 5, et à l'article 23, paragraphe 3, la République de Croatie déclare ce qui suit:

**Déclaration concernant l'article 3, paragraphe 1**

- a) Les autorités judiciaires compétentes pour recevoir, reconnaître et exécuter le mandat européen d'obtention de preuves visant à recueillir des objets, des documents et des données en vue de leur utilisation dans le cadre de procédures pénales sont les parquets et les juridictions de comitat du lieu où les objets, documents et données se trouvent.
- b) Les mandats européens d'obtention de preuves visant à recueillir des objets, des documents et des données en vue de leur utilisation dans le cadre de procédures pénales sont délivrés par les autorités judiciaires compétentes en vertu du droit interne et en conformité avec ce droit.

Il y a en République de Croatie quinze tribunaux et parquets de comitat. Leurs coordonnées figurent à l'annexe II.

**Déclaration concernant l'article 6, paragraphe 2**

Une autorité judiciaire compétente exécutera une décision d'une autorité judiciaire étrangère si ladite décision et les documents justificatifs sont traduits en croate. Dans les cas urgents, une traduction en anglais sera acceptée, sous réserve de réciprocité.

**Déclaration concernant l'article 11, paragraphe 5**

En ce qui concerne l'article 11, paragraphe 5, de la décision-cadre, la République de Croatie déclare que l'autorité judiciaire compétente peut décider dans un cas particulier qu'une perquisition ou une saisie ne sera pas effectuée aux fins de l'exécution d'un mandat européen d'obtention de preuves si le mandat n'est pas délivré par un juge, une juridiction, un magistrat instructeur ou un procureur et n'a pas été validé par l'une de ces autorités dans l'État d'émission. Avant de prendre une telle décision, la juridiction se mettra en rapport avec l'autorité compétente de l'État d'émission.

### Déclaration concernant l'article 23, paragraphe 3

Une autorité judiciaire compétente peut, dans un souci de coopération efficace et de rationalité et guidée par le principe du droit à un procès équitable, décider d'exécuter ou de refuser de reconnaître et d'exécuter un mandat européen d'obtention de preuves lorsque ledit mandat se rapporte à des infractions pénales:

- a) qui, selon le droit interne, sont considérées comme ayant été commises en totalité ou en majeure partie ou pour l'essentiel sur le territoire de la République de Croatie ou en un lieu assimilé à son territoire; ou
- b) qui ont été commises hors du territoire de l'État d'émission, lorsque le droit interne n'autorise pas que des poursuites soient engagées pour les mêmes infractions commises hors du territoire de la République de Croatie;

8. En application de l'article 27 de la **décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire (JO L 294 du 11.11.2009)**, et conformément aux obligations énoncées à l'article 6, paragraphe 1, à l'article 7, paragraphe 3, à l'article 8, paragraphe 2, à l'article 9, paragraphe 2, à l'article 21, paragraphe 3, et à l'article 24, la République de Croatie fournit les informations suivantes:

### Déclaration concernant l'article 6, paragraphe 1

- a) L'autorité compétente pour recevoir les décisions relatives à des mesures de contrôle est le parquet de comitat du lieu où se trouve la personne concernée ou du lieu où elle réside à titre permanent ou temporaire.
- b) Les autorités compétentes pour reconnaître les décisions relatives à des mesures de contrôle sont les tribunaux de comitat compétents en vertu du droit interne, qui transmettront les décisions relatives à la reconnaissance des mesures en vue de leur exécution.
- c) Les décisions relatives à des mesures de contrôle sont rendues par les autorités judiciaires compétentes en vertu du droit interne et en conformité avec ce droit.

L'annexe II contient la liste des tribunaux et des parquets de comitat, ainsi que leurs coordonnées.

### Déclaration concernant l'article 7, paragraphe 3

L'autorité centrale qui assiste les autorités nationales compétentes et les autorités compétentes des autres États membres pour mettre en place la coopération judiciaire et établir les contacts nécessaires est le ministère chargé des affaires judiciaires.

Les coordonnées du ministère de la justice en tant qu'autorité centrale sont indiquées ci-après; une assistance supplémentaire peut être obtenue auprès du point de contact du réseau judiciaire européen (RJE), dont les coordonnées peuvent être obtenues à l'adresse

[www.ejn.crimjust.europa.eu](http://www.ejn.crimjust.europa.eu).

Ministarstvo pravosuđa Republike Hrvatske/Ministère de la justice de la République de Croatie  
Uprava za Europsku uniju i međunarodnu suradnju/Direction de la Coopération européenne  
et internationale

Point de contact du RJE

Tél.: +385 1 3714 300

Télécopie: +385 1 3714 392

Site Internet: [www.mprh.hr](http://www.mprh.hr)

### Déclaration concernant l'article 8, paragraphe 2

En application de l'article 8, paragraphe 2, de la décision-cadre, la République de Croatie déclare que, outre les mesures de contrôle mentionnées à l'article 8, paragraphe 1, de la décision-cadre, elle est disposée à suivre l'exécution des décisions interdisant d'exercer certaines activités professionnelles et des mesures empêchant la personne concernée de conduire un véhicule à moteur par voie de retrait provisoire du permis de conduire.

### Déclaration concernant l'article 9, paragraphe 2

En application de l'article 9, paragraphe 4, de la décision-cadre, la République de Croatie informe le Secrétariat général du Conseil des conditions à remplir dans le cadre de l'article 9, paragraphe 3, pour qu'une autorité compétente transmette une décision relative à des mesures de contrôle.

Outre transmettre la décision à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel la personne à l'encontre de laquelle la mesure a été prononcée a sa résidence légale habituelle, l'autorité compétente peut, à la demande de la personne faisant l'objet de la mesure, transmettre la décision à l'autorité compétente d'un autre État membre, si cette dernière et la personne concernée y consentent, à condition que la personne concernée ait résidé pendant une période d'au moins un an en République de Croatie et qu'elle ait des liens familiaux ou professionnels avec la République de Croatie.

#### Déclaration concernant l'article 21, paragraphe 3

En application de l'article 21, paragraphe 3, de la décision-cadre, la République de Croatie déclare que, lorsqu'une autorité compétente d'un État d'émission délivre un mandat d'arrêt européen, les procédures de remise seront engagées devant la juridiction compétente sur la base des dispositions régissant le mandat d'arrêt européen.

#### Déclaration relative à l'article 24

Une autorité judiciaire compétente exécutera une décision d'une autorité judiciaire étrangère si ladite décision et les documents justificatifs sont traduits en croate. Dans les cas urgents, une traduction en anglais sera acceptée, sous réserve de réciprocité.

## ANNEXE II

### LISTE DES TRIBUNAUX DE COMITAT

1. ŽUPANIJSKI SUD U BJELOVARU

County Court in Bjelovar

Judge: Milenka Slivar

Josipa Jelačića 1

43000 Bjelovar

Phone: (+385 43) 274-111

Fax: (+385 43) 274-150

e-mail: [Milenka.Slivar@zsbj.pravosudje.hr](mailto:Milenka.Slivar@zsbj.pravosudje.hr)

2. ŽUPANIJSKI SUD U DUBROVNIKU

County Court in Dubrovnik

Judge: Sveto Vićan

Dr. Ante Starčevića 23

20000 Dubrovnik

Phone: (+385 20) 357-888

Fax: (+385 20) 357-699

e-mail: [Sveto.Vican@zsdu.pravosudje.hr](mailto:Sveto.Vican@zsdu.pravosudje.hr)

3. ŽUPANIJSKI SUD U KARLOVCU

County Court in Karlovac

Judge: Sandra Janković

Trg hrvatskih branitelja 1

47000 Karlovac

Phone: (+385 47) 606-108

Fax: (+385 47) 415-301

e-mail: [Sandra.Jankovic@zska.pravosudje.hr](mailto:Sandra.Jankovic@zska.pravosudje.hr)

4. ŽUPANIJSKI SUD U OSIJEKU

County Court in Osijek

Judge: Zvonko Vrbanić

Europska avenija 7

31000 Osijek

Phone: (+385 31) 228-400

Fax: (+385 31) 211-523

e-mail: [Zvonko.Vrbanic@zsos.pravosudje.hr](mailto:Zvonko.Vrbanic@zsos.pravosudje.hr)

5. ŽUPANIJSKI SUD U PULI - POLA

County Court in Pula

Judge: Sena Midžić Putigna

Silvija Strahimira Kranjčevića 8

52100 Pula

Phone: (+385 52) 377-700

Fax: (+385 52) 211-761

e-mail: [Sena.Midzic@zspu.pravosudje.hr](mailto:Sena.Midzic@zspu.pravosudje.hr)

6. ŽUPANIJSKI SUD U RIJECI

County Court in Rijeka

Judge: Srebrenka Šantić

Žrtava fašizma 7

51000 Rijeka

Phone: (00385 51) 355-555

Fax: (00385 51) 336-924

e-mail: [Srebrenka.Santic@zsri.pravosudje.hr](mailto:Srebrenka.Santic@zsri.pravosudje.hr)

7. ŽUPANIJSKI SUD U SISKU

County Court in Sisak

Judge: Željko Mlinarić

Trg Lj. Posavskog 5

44000 Sisak

Phone: (+385 44) 811 740; 741

Fax: (+385 44) 811 755

e-mail: [Zeljko.Mlinaric@zssk.pravosudje.hr](mailto:Zeljko.Mlinaric@zssk.pravosudje.hr)

8. ŽUPANIJSKI SUD U SLAVONSKOM BRODU

County Court in Slavonski Brod

Judge: Marija Balenović

Tome Skalice 2

35000 Slavonski Brod

Phone: (+385 35) 405-100

Fax: (+385 35) 405-110

e-mail: [Marija.Balenovic@zspz.pravosudje.hr](mailto:Marija.Balenovic@zspz.pravosudje.hr)

9. ŽUPANIJSKI SUD U SPLITU

County Court in Split

Judge: mr.sc. Ljiljana Stipišić

Gundulićeva 29a

21000 Split

Phone: (+385 21) 387 500

Fax: (+385 21) 387 660

e-mail: [Ljiljana.Stipisic@zsst.pravosudje.hr](mailto:Ljiljana.Stipisic@zsst.pravosudje.hr)

10. ŽUPANIJSKI SUD U ŠIBENIKU

County Court in Šibenik

Judge: Jadranka Biga Milutin

Stjepana Radića 81

22000 Šibenik

Phone: (+385 22) 209 140

Fax: (+385 22) 216-644

e-mail: [Jadranka.Biga@zssi.pravosudje.hr](mailto:Jadranka.Biga@zssi.pravosudje.hr)

11. ŽUPANIJSKI SUD U VARAŽDINU

County Court in Varaždin

Judge: Biserka Plesničar

Braće Radića 2

42 000 Varaždin

Phone: (+385 42) 401-800

Fax: (+385 42) 313-120

e-mail: [Biserka.Plesnicar@zsvz.pravosudje.hr](mailto:Biserka.Plesnicar@zsvz.pravosudje.hr)

12. ŽUPANIJSKI SUD U VELIKOJ GORICI

County Court in Velika Gorica

Judge: Jadranka Kos

Kneza Domagoja 11a

10410 Velika Gorica

Phone: (+385 1) 6370-200

Fax: (+385 1) 6370-211

e-mail: [Jadranka.Kos@zsvg.pravosudje.hr](mailto:Jadranka.Kos@zsvg.pravosudje.hr)

13. ŽUPANIJSKI SUD U VUKOVARU

County Court in Vukovar

Judge: Jadranka Kurbel

Županijska 33

32000 Vukovar

Phone: (+385 32) 452-500, 452-514

Fax: (+385 32) 452-513

e-mail: [Jadranka.Kurbel@zsvu.pravosudje.hr](mailto:Jadranka.Kurbel@zsvu.pravosudje.hr)

14. ŽUPANIJSKI SUD U ZADRU

County Court in Zadar

Judge: mr. sc. Marijan Bitanga

Borelli 9

23000 Zadar

Phone: (+385 23) 203-600

Fax: (+385 23) 211-280

e-mail: [Marijan.Bitanga@zs zd.pravosudje.hr](mailto:Marijan.Bitanga@zs zd.pravosudje.hr)

15. ŽUPANIJSKI SUD U ZAGREBU

County Court in Zagreb

Judge: Tanja Pavelin Borzić

Trg Nikole Šubića Zrinskog 5

10000 Zagreb

Phone: (+385 23) 4801-032

Fax: (+385 23) 4920-470

e-mail: [Tanja.Pavelin@zszg.pravosudje.hr](mailto:Tanja.Pavelin@zszg.pravosudje.hr)

## LISTE DES PARQUETS DE COMITAT

1. Županijsko državno odvjetništvo u Dubrovniku  
County State Attorney's Office Dubrovnik  
Dr. Ante Starčevića 23, 20 000 Dubrovnik  
Phone: (+ 385 20) 357 622  
fax. (+ 385 20) 357 570  
e-mail: [tajnistvo@ZDODU.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDODU.dorh.hr)
2. Županijsko državno odvjetništvo u Bjelovaru  
County State Attorney's Office Bjelovar  
Šetalište dr. Ivše Lebovića 40, 43 000 Bjelovar  
Phone: (+385 43) 222 450  
fax. (+ 385 43) 241 296  
e-mail: [tajnistvo@ZDOBJ.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOBJ.dorh.hr)
3. Županijsko državno odvjetništvo u Karlovcu  
County State Attorney's Office Karlovac  
Trg hrvatskih branitelja 1, 47 000 Karlovac  
Phone: (+385 47) 415 317  
fax. (+ 385 47) 415 318  
e-mail: [tajnistvo@ZDOKA.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOKA.dorh.hr)
4. Županijsko državno odvjetništvo u Osijeku  
County State Attorney's Office Osijek  
Kapucinska 21, 31 000 Osijek  
Phone: (+ 385 31) 201 266, 031 201 271  
fax. (+ 385 31) 201 270  
e-mail: [tajnistvo@ZDOOS.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOOS.dorh.hr)
5. Županijsko državno odvjetništvo u Puli - Pola  
County State Attorney's Office Pula  
Kranjčevićeva 8, Pula  
Phone: (+385 52) 300 070  
fax. (+ 385 52) 212 584, 052 300 085  
e-mail: [tajnistvo@ZDOPU.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOPU.dorh.hr)
6. Županijsko državno odvjetništvo u Rijeci  
County State Attorney's Office Rijeka  
Frana Kurelca bb, 51 000 Rijeka  
Phone: (+ 385 51) 325 888  
fax. (+385 51) 337 206  
e-mail: [tajnistvo@ZDORI.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDORI.dorh.hr)



7. Županijsko državno odvjetništvo u Sisku  
County State Attorney's Office Sisak  
Ivana Kukuljevića Sakcinskog 24, 44 000 Sisak  
Phone: (+385 44) 526 250  
fax. (+ 385 44) 520 284  
e-mail: [tajnistvo@ZDOSK.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOSK.dorh.hr)
8. Županijsko državno odvjetništvo u Slavonskom Brodu  
County State Attorney's Office Slavonski Brod  
Adresa: A. Starčevića 40, 35 000 Slavonski Brod  
Phone: (+385 35) 405 000  
fax. (+ 385 35) 405 002  
e-mail: [tajnistvo@ZDOSB.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOSB.dorh.hr)
9. Županijsko državno odvjetništvo u Splitu  
County State Attorney's Office Split  
Gundulićeva 29a, 21 000 Split  
Phone: (+385 21) 387 635  
fax. (+ 385 21) 387 528  
e-mail: [tajnistvo@ZDOST.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOST.dorh.hr)
10. Županijsko državno odvjetništvo u Šibeniku  
County State Attorney's Office Šibenik  
Stjepana Radića 81, 22 000 Šibenik  
Phone: (+385 22) 209 470  
fax. (+ 385 22) 212 695  
e-mail: [tajnistvo@ZDOSI.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOSI.dorh.hr)
11. Županijsko državno odvjetništvo u Varaždinu  
County State Attorney's Office Varaždin  
Braće Radića 2/1, p.p. 229, 42 000 Varaždin  
Phone: (+ 385 42) 401 870  
fax. (+ 385 42) 211 016  
e-mail: [tajnistvo@ZDOVZ.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOVZ.dorh.hr)
12. Županijsko državno odvjetništvo u Velikoj Gorici  
County State Attorney's Office Velika Gorica  
Zagrebačka 44 (III. kat), 10 410 Velika Gorica  
Phone: (+385 1) 6370 620  
fax. (+ 385 1) 6370 637  
e-mail: [tajnistvo@ZDOVG.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOVG.dorh.hr)

13. Županijsko državno odvjetništvo u Vukovaru  
County State Attorney's Office Vukovar  
Ulica Andrije Hebranga broj 2, 32 000 Vukovar  
Phone: (+385 32) 450 555  
fax. (+ 385 32) 450 550  
e-mail: [tajnistvo@ZDOVU.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOVU.dorh.hr)

14. Županijsko državno odvjetništvo u Zadru  
County State Attorney's Office Zadar  
Kneza Borellia 9, 23 000 Zadar  
Phone: (+385 23) 302 900  
fax. (+ 385 23) 302 905  
e-mail: [tajnistvo@ZDOZD.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOZD.dorh.hr)

15. Županijsko državno odvjetništvo u Zagrebu  
County State Attorney's Office Zagreb  
Savska 41/4, 10 000 Zagreb  
Phone: (+385 1) 6003 166  
fax. (+ 385 1) 6177 671  
e-mail: [tajnistvo@ZDOZG.dorh.hr](mailto:tajnistvo@ZDOZG.dorh.hr)

---